

2° les frais de transport et de chargement de l'if du Canada déterminés, le cas échéant, par une convention homologuée par la Régie ou une sentence arbitrale en tenant lieu;

3° les dépenses qu'il a faites pour appliquer le présent règlement.

10. Le Syndicat n'est pas tenu de prendre livraison de l'if du Canada offert ou mis en marché par un producteur qui contrevient à un règlement pris dans le cadre de l'application du Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Québec (R.R.Q., 1981, c. M-35, r.57).

11. Le Syndicat effectue le plus tôt possible après les événements y donnant lieu tout ajustement résultant d'une erreur ou d'une omission à l'égard d'un producteur. Le Syndicat peut également réclamer d'un producteur, directement ou par retenue sur les sommes dues, tout montant résultant d'erreurs ou d'omissions.

12. Un producteur qui considère que le présent règlement n'a pas été appliqué ou que l'on a fait défaut de l'appliquer, peut, dans les 60 jours suivant l'acte ou l'omission reproché et le concernant directement, demander par écrit au Syndicat d'apporter les correctifs nécessaires. Si la réponse du Syndicat ne le satisfait pas ou à défaut d'une réponse du Syndicat, il dispose d'un délai supplémentaire de 15 jours après sa demande ou la réponse, le cas échéant, pour demander à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec de réviser la décision du Syndicat ou d'ordonner la correction nécessaire.

13. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

38732

Décision 7579, 27 juin 2002

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de bois — Outaouais-Laurentides — Fonds de recherche et de protection des marchés — Abrogation

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a approuvé, par sa décision 7579 du 27 juin 2002, le Règlement abrogeant le Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois Outaouais-Laurentides, tel que pris par les administrateurs du Syndicat des

producteurs de bois Outaouais-Laurentides lors d'une réunion convoquée et tenue à cette fin le 7 mai 2002 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1).

Le secrétaire,
M^e CLAUDE RÉGNIER

Règlement abrogeant le Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois Outaouais-Laurentides*

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 124, par. 1°)

1. Le Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois Outaouais-Laurentides est abrogé.

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

38802

Décision 7580, 27 juin 2002

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de bois — Outaouais-Laurentides — Contribution, administration du plan — Modification

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a approuvé, par sa décision 7580 du 27 juin 2002, le Règlement modifiant le Règlement sur la contribution des producteurs de bois Outaouais-Laurentides pour l'administration du plan conjoint, tel que pris par les producteurs visés par le Plan conjoint des producteurs de bois Outaouais-Laurentides lors d'une assemblée générale convoquée et tenue à cette fin le 25 avril 2002 et dont le texte suit.

* Le Règlement sur le fonds de recherche et de protection des marchés des producteurs de bois Outaouais-Laurentides n'a pas été modifié depuis son approbation par la décision 5900 du 29 juillet 1993 (1993, *G.O.* 2, 6291)

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1).

Le secrétaire,
M^e CLAUDE RÉGNIER

Règlement modifiant le Règlement sur la contribution des producteurs de bois Outaouais-Laurentides pour l'administration du plan conjoint*

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 123, par. 1°)

1. Le Règlement sur la contribution des producteurs de bois Outaouais-Laurentides pour l'administration du plan conjoint est modifié à l'article 1 par le remplacement:

1° de «0,755 \$» par «0,80 \$» au paragraphe 1°;

2° de «0,57 \$» par «0,60 \$» au paragraphe 2°;

3° de «0,715 \$» par «0,76 \$» au paragraphe 3°;

4° de «4,30 \$» par «4,50 \$» au paragraphe 4°;

5° de «3,64 %» par «4 %» au paragraphe 5°;

6° de «0,679 \$» par «0,72 \$» au paragraphe 6°;

7° de «0,34 \$» par «0,36 \$» au paragraphe 7°;

8° de «0,74 \$» par «0,75 \$» au paragraphe 8°.

2. Le Syndicat doit déposer les sommes supplémentaires reçues à la suite de l'entrée en vigueur du présent règlement dans un compte particulier pour garantir sa solvabilité auprès des institutions bancaires jusqu'à ce qu'il les utilise pour réaliser les objectifs du plan.

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

38801

* Les seules modifications au Règlement sur la contribution des producteurs de bois Outaouais-Laurentides pour l'administration du plan conjoint, approuvé par la décision 5898 du 29 juillet 1993 (1993, *G.O.* 2, 6053), ont été apportées par le règlement approuvé par la décision 6447 du 4 juin 1996 (1996, *G.O.* 2, 3803)